Représentant :

Jean-Marc Nollet

ACCES A L'EMPLOI

Emplois de qualité*

- Augmenter le nombre d'emplois de proximité
- Le travail est une valeur en soi ; il permet de s'insérer dans la société
- Réduire le temps de travail hebdomadaire (32h/semaine) dans les milieux du soin et des titres-services
- Diminuer des cotisations sociales pour aider les employeurs à recruter les bas et moyens salaires (dégressivité)
- Augmenter les contrôles sur le recrutement pour le public « différent » : handicap, précarité, faible niveau d'éducation
- Tous les secteurs doivent participer : public, privé, indépendant

Handicap*

- Garantir que l'enseignement permette d'accéder à l'emploi
- Permettre que les formations continues soient plus souples et que les personnes en situation de handicap aient un accompagnement

Régularisation des sans-papiers*

- Les travailleurs sans-papiers ne prennent pas la place des autres, ils sont déjà là
- Favorable à la régularisation sur base de critères

Chômage

- Contre la limitation des allocations à deux ans.

DIGITALISATION

Principes

- Contre avoir une société exclusivement numérique
- Le numérique entraine une perte d'autonomie et d'humanité

Propositions

- Garantir l'accès physique dans des horaires étendus à chaque service public
- Projet d'ajouter la garantie d'avoir un call center pour les services publics (devra être confirmé dans le programme)
- Les banques doivent rester au service des personnes.

LOGEMENT/CLIMAT

- Développer l'automatisation des aides : c'est le service qui vient*
- Rénover par quartier (territoire zéro passoire énergétique) en priorisant les quartiers précarisés*
- Mettre en place le tiers investisseur pour les locataires et les propriétaires qui en ont besoin (l'état me prête de l'argent à 0% et le récupère sur base des économies faites)
- Appliquer une grille de loyers pour les propriétaires qui font appel au tiers investisseur*
- Interdire l'indexation des loyers pour les bens qui ne sont pas isolés

ecolo

ALIMENTATION

Sécurité sociale

- Jeter les bases car il ne faut pas déforcer autre chose (prudence)

Propositions

- Diminuer les taxes sur l'alimentation bio et locale
- Améliorer les revenus des producteurs

Repas gratuits à l'école

- Oui de manière étendue (notamment écoles défavorisées) mais pas généralisée

SANS-ABRISME

- Trouver des solutions plus immédiates
- Développer davantage Housing First
- Favoriser le premier levier : l'accompagnement de rue (sans limite de temps)
- Favoriser le second levier : présenter des solutions au bon moment via des associations
- Simplifier les procédures administratives (notamment pour avoir accès à ses droits)

POLITIQUES PUNITIVES

Principes

- Contre les politiques punitives, car aggravent le problème
- Accompagner plutôt que contrôler

Statut de cohabitant

- Supprimer ce statut fait partie de leurs 10 priorités

DROITS PARENTS

Les 4 mesures principales

- Relever toutes les allocations au-dessus du seuil de pauvreté (RIS, cohabitant, pension…)
- Augmenter les allocations familiales
- Rendre gratuits l'école et ce qu'il y a autour (crèche, extrascolaire) pour ceux qui en ont besoins
- Augmenter les bas revenus
- Mettre en place la réforme fiscale

ecolo

FISCALITE

Principes

- Globaliser les revenus* : taxer de manière identique le travail et le capital de manière progressive
- Lutter contre la fraude, l'évasion fiscale et la spéculation
- Instaurer une contribution sur les patrimoines de plus d'1 million d'€
- Lutter contre la spéculation
- Mettre Belfius au service de l'économie belge et de la transition
- Supprimer les mesures pour les énergies fossiles, sauf les aides sociales
- Appliquer le principe du pollueur – payeur
- Taxer la plus-value des sociétés
- Mettre une fiscalité immobilière neutre : remplacer le cadastre par la valeur de transaction immobilière
- Mettre en place une fiscalité multinationale

Pension universelle

- Favorable mais axé vers un capital universel* (prédistribution) car on ne nait pas égaux

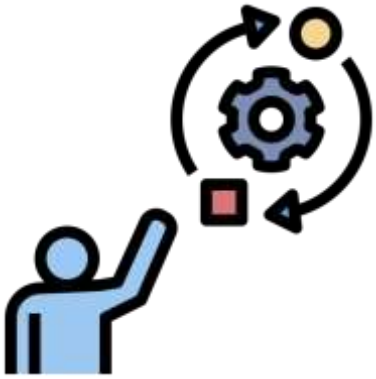
OUI/NON

- Oui : supprimer statut de cohabitant et non-limitation du chômage à 2 ans
- Oui : imposer de mettre un plan de sortie de la pauvreté dans chaque gouvernement
- Oui : visiter les services de terrain
- Oui : un projet pour les prisons mis à l'agenda

AUTRES

Ne s'applique pas

Quelques notes explicatives sur la position d'Ecolo*



Emplois de qualité : le travail est une valeur en soi, une des manières de se sentir utile à la société. Aujourd'hui, le pouvoir est aux mains des employeurs mais en augmenter le volume global d'emploi, ce pouvoir diminue. Il faut développer les métiers de proximité tels que l'accompagnement de fin de vie, entretenir les haies, etc.
Il faut une réduction des cotisations sociales pour aider les employeurs en priorité aux bas salaires car il faut faire des choix.

Handicap : peut être plus large : handicap, éducation, précarité, etc.
Emploi/régularisation des sans-papiers : l'économie sous-terraine qui se développe attire le marché du travail vers le bas. La régularisation du travail des sans-papiers permet de contrer cela, mais il est difficile de trouver une majorité politique sur ce point. Les personnes sans-papiers ne prennent pas la place des autres travailleurs, ils sont déjà là.
Transition logement/énergie

- Automatisation des aides : aujourd'hui, c'est le citoyen qui doit faire des demandes pour obtenir des aides. En les rendant automatique, cela renverse la charge de la preuve : c'est le service public qui vient au citoyen.
- Rénover par quartier : la rénovation énergétique par quartier a fait ses preuves dans d'autres pays.
- Tiers investisseur : le pouvoir public donne l'argent pour financer les travaux de rénovation d'une maison (ex : changer les châssis). En fonction du gain sur la facture d'électricité et de gaz qui sera estimé (ex : 100€/mois), la personne bénéficiaire rembourse ce montant-là au pouvoir public.

Fiscalité

- Globalisation des revenus : aujourd'hui, la taxation dépend principalement des revenus issus du travail, d'autres apports financiers ne sont pas considérés comme les actions, certaines rentes immobilières, etc. L'idée dans la globalisation des revenus est que l'ensemble de ces revenus soient regroupés et que la taxe finale dépende du montant total de ceux-ci.
- Capital universel : alors que la proposition de B. Colmant porte sur la redistribution des revenus. Mais il est nécessaire d'envisager également la distribution et la prédistribution :
  - Redistribution : les impôts sont prélevés sur les salaires (fiscalité)
  - Distribution : le salaire que l'on reçoit (bas et hauts salaires)
  - Prédistribution : on ne nait pas égal, idée d'un capital universel pour démarrer dans la vie (mais à quel moment ? combien ?)

Résumé des propositions principales des partis sur les thématiques abordées lors des petits déjeuners politiques

Représentants :

Sofie Merckx & Germain Mugemangango

ACCES A L'EMPLOI

Emplois de qualité

- Favorable au plan impulsion 55+ avec la condition d'au moins 2 mois d'engagement
- Agir sur la répartition et le contrôle des aides à l'emploi et les subsides (ex : Engie)
- Conditionner l'aide public selon la qualité et la durée des emplois
- Devoir des syndicats d'agir pour lutter contre la précarité des emplois*
- Créer de l'emploi dans les services publics
- Soutenir le tissu associatif

Handicap

- Mettre en place des conditions et des contrôles plus stricts pour les employeurs
- Accompagner davantage les employés et les employeurs
- Veiller à ne pas créer de sous-métiers ou des conditions de travail moins favorables

Régularisation des sans-papiers*

- Constat : nécessaire pour l'accès à la dignité et stopper le développement d'une économie sous-terraine
- Favorable au permis unique
- Favorable à une régularisation sur des critères clairs

Chômage

- Contre la limitation des allocations à 2 ans

DIGITALISATION

Principes

- Le numérique pourrait être bénéfique mais il est utilisé pour faire du profit, réduire le personnel, etc.
- Il faut une numérisation inclusive mais pas forcée

Propositions

- Faire de l'accès à internet et aux outils informatiques un droit
- Mettre davantage d'aides sur le terrain via les maisons de quartier

LOGEMENT/CLIMAT

- Constat : les personnes deviennent les victimes des discours de transition énergétique
- Mettre en place des personnes dans le public pour faire les démarches à la place des personnes
- Rénover énergétiques par quartier*
- Mettre en place le tiers investisseur*
- Imposer quota de logements sociaux, logements raisonnables et logements à loyers libres (1/3 chacun)
- Imposer une grille contraignante des loyers*
- Créer une entreprise publique de rénovation

ptb

ALIMENTATION

Sécurité sociale

- Pas dans le programme, mais peuvent y réfléchir

Propositions

- Bloquer les prix des aliments de base
- Taxer les sur-profits réalisés par le secteur de l'alimentation
- Taxer à 0% sur le ticket de caisse

Repas gratuits à l'école

- Oui dans toutes les écoles mais aussi dans les entreprises.
- Penser également la qualité, la provenance, etc.

SANS-ABRISME

- Rendre la trêve hivernale structurelle*
- Augmenter les moyens des associations qui soutiennent les personnes avec du financement structurel, et non des appels à projet
- Mettre fin aux dispositifs « anti SDF » dans les villes
- Créer un rapport de force de la société pour faire changer les choses

POLITIQUES PUNITIVES

Principes

- Contre les politiques punitives, car ne fonctionnent pas
- Contre l'idéologie d'activation de la personne*

Statut de cohabitant

- Supprimer le statut de cohabitant

DROITS PARENTS

Les mesures principales

- Répartir plus équitablement les salaires
- Augmenter les revenus des salaires et baisser ceux des actionnaires
- Médecine gratuite pour tout le monde
- Faire prendre leurs responsabilités aux services publics (pas la responsabilité de l'individu)
- S'assurer que la rentabilité ne soit pas supérieure aux besoins
- Assurer une qualité de repas à l'école
- Offrir des droits universels et non pas conditionnés

•

FISCALITE

Principes

- Taxer les personnes qui ont plus d'un million d'euros, ce qui représente 100.000 personnes en Belgique
- Globaliser les revenus dans la taxation*
- Taxer progressivement par tranches
- Taxer plus le capital que le travail
- Contre les taxes sur la consommation et sur le climat (=taxes indirectes) car cela pèsera trop lourd pour les personnes à faibles revenus et les citoyens en arrivent à haïr ces mesures
- Contrôler davantage les dépenses/recettes
- Leur modèle permettrait de gagner 8 millions
- Attention : si on baisse les impôts quelque part, il faut pouvoir compenser

Réaffectation

- Logement
- Acquisition des sources d'énergie par le pouvoir public (ex : éolienne publique)*

Pension universelle

- Doivent se pencher sur la question, restent prudents

OUI/NON

- Oui : supprimer statut de cohabitant et non-limitation du chômage à 2 ans
- Oui : imposer de mettre un plan de sortie de la pauvreté dans chaque gouvernement avec une évaluation chiffrée
- Oui : visiter les services de terrain
- Oui : un projet pour les prisons mais une question persiste : « faut-il mettre les gens en prison ?

AUTRES

Médicaments

- Opter pour le modèle du marché public/appel d'offres pour les entreprises pharmaceutiques (et pas la libre concurrence qui existe actuellement)

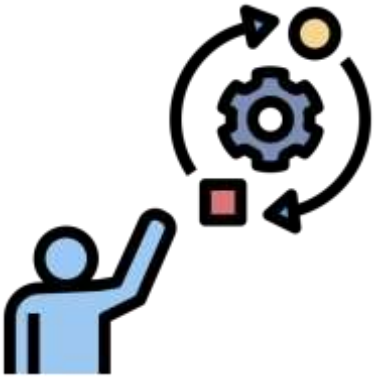
Climat

- Rendre les transports en commun gratuits et efficaces
- Contre la taxe qui pèse actuellement sur les détenteurs de panneaux photovoltaïques

Former un gouvernement

- Pas suffisamment de volonté de changement dans les autres partis, ne souhaitent pas tourner le dos à leurs convictions/ADN

Quelques notes explicatives sur la position du PTB*



Emploi de qualité : la précarité de l'emploi augmente. On peut mettre des règles au niveau politique, mais il est important que les syndicats agissent au niveau des entreprises. De plus, il y a des politiques d'austérité au niveau Européen qui freinent les politiques en Belgique. Pendant le covid, on a vu que le peuple aide le peuple, il faut soutenir tissu associatif dont les coopératives (modèle économique alternatif).

Emploi/régularisation des sans-papiers : l'économie sous-terraine qui se développe attire le marché du travail vers le bas et entraine du dumping social (attirer des entreprises dans le pays en réduisant le coût du travail). La question des sans-papiers est utilisée par les politiques pour diviser les travailleurs.

Transition logement/énergie

- Rénovation par quartier : la Wallonie a le bâtit le plus ancien de toute l'Europe. La rénovation énergétique par quartier a fait ses preuves dans d'autres pays. C'était un des points du plan de relance de la Wallonie mais c'est tombé à l'eau en raison des coupes budgétaires.
- Tiers investisseur : Le pouvoir public donne l'argent pour financer les travaux de rénovation d'une maison (ex : changer les châssis). En fonction du gain sur la facture d'électricité et de gaz qui sera estimé (ex : 100€/mois), la personne bénéficiaire rembourse ce montant-là au pouvoir public.
- Grille des loyers : aujourd'hui, la grille est seulement indicative.

Sans-abrisme

- Trêve hivernale : aujourd'hui, la trêve hivernale n'est valable en Wallonie que pour les logements sociaux.

Politiques punitives

- Politiques d'activation : la responsabilité pèse sur l'individu (sortir du chômage, sortir du sans-abrisme, sortir de la pauvreté, etc.) et non pas sur les solutions proposées par l'Etat. Les contrats d'objectifs qui sont imposés, par exemple, aux demandeurs d'emplois et qui amènent une sanction en cas de non-respect rentrent dans cette philosophie-là. C'est ce qu'on appelle le paradigme de l'Etat social Actif. Les études prouvent que les politiques punitives donnent plus de pauvreté que d'emploi.

Droits des parents

- Fin du conditionnement des aides : beaucoup de politiques sont centrées sur les personnes « pauvres », l'idée ici est d'avoir des droits universels afin de simplifier et qu'il n'y ait pas de plafond/seuil qui met à mal les personnes qui sont pile au-dessus ou en dessous. Exemple : tout le monde paie le même montant chez le médecin (quels que soient les revenus) mais la taxation est adaptée.

Fiscalité

- Globalisation des revenus : aujourd'hui, la taxation dépend principalement des revenus issus du travail, d'autres apports financiers ne sont pas considérés comme les actions, certaines rentes immobilières, etc. L'idée dans la globalisation des revenus est que l'ensemble de ces revenus soient regroupés et que la taxe finale dépende du montant total de ceux-ci.
- Acquisition des sources d'énergie : l'énergie est aux mains d'entreprises privées. L'idée est que l'énergie soit aussi aux mains de la collectivité/du public (ex : éolienne publique).

Représentant :

Georges-Louis Bouchez

ACCES A L'EMPLOI

Emplois de qualité

- Augmenter le taux d'emplois dans le privé*
- Mettre la formation aux mains des employeurs privés*
- Mettre fin aux aides à l'emploi*
- Diminuer les cotisations sociales proportionnellement au nombre de personnes engagées à longue durée*

Handicap*

- Préserver l'allocation d'intégration lorsque la personne travaille.
- Remplacer l'allocation que l'employeur perçoit en employant une PSH, par une aide pour adapter le poste.
- Revoir le rôle de l'école pour permettre à chacun d'accéder à l'emploi

Régularisation des sans-papiers*

- Accueillir moins mais mieux
- Faire respecter les décisions d'ordre de quitter le territoire
- Prioriser la mise à l'emploi des demandeurs d'emplois « réguliers » avant d'ouvrir davantage

Chômage*

- Limiter les allocations de chômage à 2 ans pour éviter la perte d'employabilité
- Diriger vers un accompagnement individuel du CPAS après 2 ans
- Transformer le CPAS

DIGITALISATION

Principes

- Ne pas avoir une société exclusivement numérique
- Les technologies peuvent être positives et négatives*
- Une société où les gens ne se parlent plus entraine un manque de cohésion sociale

Propositions

- Imposer que les banques accueillent des personnes, tout comme une administration publique
- Arrêter le télétravail
- Réaffecter le personnel « économisé » par l'automatisation pour mettre des personnes au service de la population (temps pour l'humain)

LOGEMENT/CLIMAT

- Construire en hauteur : changement urbanistique*
- Soutenir la location plutôt qu'investir dans logements sociaux, car nous avons besoin de solutions rapides*
- Donner des aides pour l'isolation au prorata du PEB (nécessite une révision du PEB)
- Travailler sur l'éducation et la responsabilité face à la consommation énergétique*

MR

ALIMENTATION

Sécurité sociale

- En faveur d'une branche de la sécurité sociale liée à l'alimentation

Propositions

- Etre attentif à la répercussion d'une baisse de prix sur les producteurs

Repas gratuits à l'école

- Oui dans les niveaux maternelle et début primaire, car cela favorise l'éducation alimentaire
- Non à tous les niveaux scolaires car certains n'en ont pas besoin

SANS-ABRISME

Pas eu le temps

POLITIQUES PUNITIVES

Principes

- La sanction a deux fonctions : contrôle et structure.
- La sanction est nécessaire dans tout système
- Distinguer les rôles et les personnes : l'accompagnateur et le contrôleur
- Contrôler de manière ciblée
- Simplifier l'administratif (notamment pour avoir accès à ses droits) ; trop de règles tue la règle

Statut de cohabitant

- Pour le maintien du statut*

DROITS PARENTS

Pas eu le temps

MR

FISCALITE

Principes

- Réaliser un *cut* (on diminue sans compenser ailleurs) plutôt qu'un *shift* (si on enlève quelque part, il faut prendre autre part)*
- Augmenter le taux d'emplois dans le privé, pour diminuer les impôts et le déficit de la Belgique.
- Créer une déductibilité fiscale (sous le modèle de l'amortissement) pour les entreprises qui mettent des personnes à l'emploi de manière longue
- Limiter les dépenses publiques en mesurant l'efficacité et diminuant les doublons*
- Baisse de la fiscalité estimée entre 8 et 10 milliards d'€
- Pas de place pour une fiscalité environnementale sur la consommation actuellement*

Réaffectation

- Isolation des bâtiments

Pension universelle

- Favorable : pension identique pour tous et épargnes individuelles pour compléter
- Uniformiser l'âge de la retraite pour tous les métiers, quel que soit le statut (fonctionnaire, privé, indépendant, …)
- Favorable à l'allocation universelle

OUI/NON

Pas eu le temps

AUTRES

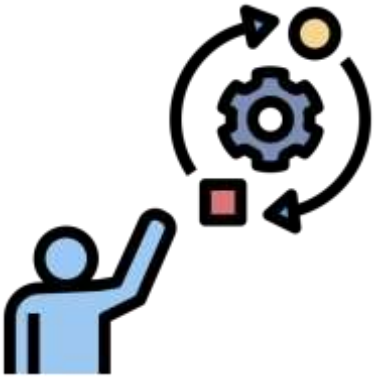
Enseignement

- L'école doit jouer un rôle de réduction des inégalités sociales et de la reproduction sociale
- Réflexion sur l'allongement des journées d'école : l'école organise aussi les activités culturelles et sportives

Commerce

- Imposer et appliquer les normes européennes pour les produits importés

Quelques notes explicatives sur la position du MR*



Emploi de qualité :

- Augmenter les emplois dans le privé : en raison du vieillissement de la population, le chômage de masse devrait disparaitre en Europe d'ici 10-15 ans. Constats actuels : 200.000 postes vacants dont la moitié ne trouve pas preneurs. Seulement 27% de la population en âge de travailler (25-65) a un emploi privé. Il faut investir dans l'emploi privé car les taxes reviennent 100% à l'Etat alors que dans le public, c'est dépensé pour l'Etat. Il faut davantage d'emplois privés pour financer la sécurité sociale, les CPAS doivent aussi permettre aux personnes de travailler dans des entreprises privées.

  En Wallonie, présence d'un haut taux de chômage et d'un haut taux de pénurie d'emploi ; il faut donc faire rencontrer les 2 parties.

  La Wallonie est une des régions les plus aidées par l'Europe, mais qui a un très mauvais taux d'emploi.

  ➔ L'argent est très mal employé. Il faut des réformes, car les mécanismes actuels ne fonctionnent pas.

- Mettre la formation dans les entreprises privées : le paysage de formation est trop éclaté (forem, cisp, ifapme …). Si les employeurs gèrent les formations en remettant des personnes au travail alors la pression fiscale peut diminuer. Les employeurs sont prêts à former des personnes si celles-ci veulent bien « se lever le matin ».

  Les organismes de formation doivent recevoir des aides publiques seulement quand ils mettent à l'emploi.
- Mettre fin aux aides à l'emploi : le système actuel n'a plus de sens, les employeurs profitent de ces aides (fin de contrat quand plus d'aide par exemple). Il faut le remplacer par un avantage fiscal intéressant au prorata du nombre de personnes mises à l'emploi.
- Diminuer les cotisations sociales : plus un employeur met des personnes à l'emploi, plus cet emploi et long, plus la déduction est importante (modèle de l'amortissement).

Handicap : on sait que le rendement des PSH est parfois moindre donc il faut prévoir aussi un « coussin de remplacement » pour les employeurs. Employer une PSH, cela améliore l'environnement de tout le monde. Il faut que l'école permette que les personnes éloignées de l'emploi ne sortent pas totalement des radars.

Pour lui, il n'y a pas d'emplois stigmatisants, car le travail, quel qu'il soit est meilleur que l'inactivité.

Emploi/régularisation des sans-papiers : le marché de l'emploi fait face à un paradoxe : augmentation des métiers en pénurie et augmentation du nombre de demandeurs d'emplois. SI on amène de la main d'œuvre supplémentaire, alors ça fait encore plus pression sur le marché de l'emploi et ça fait diminuer les salaires.

Ok pour la mise à l'emploi des travailleurs légalisés. Les difficultés aujourd'hui sont que les ordres de quitter le territoire ne sont pas respectés, qu'on récompense le statut d'illégalité en donnant les papiers si la personne est restée x années sur le territoire, en illégalité mais s'est quand même insérée dans la société, que les employeurs qui prennent des personnes en situation irrégulières reçoivent juste une amende, etc.

L'idée est donc d'accueillir moins de personnes mais mieux en donnant des cours de langue gratuitement, des aides …

Limitation des allocations de chômage : après deux ans de chômage, on perd en employabilité. Le CPAS pourrait faire un accompagnement plus individuel de la personne. L'idée est donc que le FOREM prenne en charge les personnes « employables » et que les personnes éloignées de l'emploi soient accompagnées par les CPAS. Cela entraine un transfert financier du FOREM vers les CPAS (1,5 milliards €) et une modification du CPAS en termes de missions, structure et financements.

Digitalisation :

- Positive ou négative : favorable que le numérique fasse « à la place de » pour des tâches rébarbatives. La technologie n'a jamais supprimé des emplois, que du contraire : elle en crée de nouveaux.

Transition logement/énergie

- Construire en hauteur : l'augmentation générale de la population et l'explosion du nombre de familles monoparentales engendrent un manque de place pour les logements. Il faut donc construire en hauteur.
- Logements sociaux : les AIS n'ont pas assez de flexibilité, elles reçoivent des subsides pour construire/acheter mais les subsides fonctionnels (pour l'entretien notamment) n'augmentent pas. Il est préférable d'investir dans le privé.
- Isolation : d'abord l'isolation, avant des panneaux.
- Education à la consommation : quand on isole davantage, la consommation énergétique devrait diminuer. Or, ce n'est pas le cas, les personnes consomment davantage.

Politiques punitives

- Statut de cohabitant : sur le principe, contre l'idée de contraindre les personnes à faire des choix sur leur lieu de vie. Mais en l'absence du statut, pas de meilleure solution actuellement : difficile de trouver un autre critère pour définir les montants.

Fiscalité

- Cut fiscal : il ne s'agit pas d'un *shift* (si on ajoute quelque part, il faut prendre ailleurs) mais bien de diminuer l'impôt sans le compenser sur d'autres. On peut diminuer l'impôt sur le revenu en augmentant le taux d'emplois privés. En Belgique, le capital est déjà taxé, comme le travail, il ne faut pas augmenter la taxation.
- Contrôler les dépenses : aujourd'hui, l'argent public est dépensé de manière inefficace. Des doublons sont subventionnées (ex : nombre de députés, nombre d'opérateurs de formation, nombre de communes bruxelloises…).
- Fiscalité environnementale : pas de place actuellement pour cela. Cela pourra être envisagé si la fiscalité sur le travail est mise à plat.
- Fiscalité minimale pour les entreprises qui vendent en Europe, mais respect des mêmes règles pour tout le monde.

Représentants :

Maxime Prévot, Olivier de Wasseige, Marie Jacquemin, Armelle Gysen & François Desquennes

ACCES A L'EMPLOI

Emplois de qualité

- Maintenir et doper l'article 60
- Traquer les effets d'aubaine dans les aides à l'emploi*
- Réaliser des évaluations de toutes les entreprises (privées, publiques)
- Différencier les traitements selon la taille des entreprises
- Ajouter des matières sur les compétences et les savoirs-être dans l'enseignement
- Utiliser de manière plus efficiente l'intérim
- Ouvrir un droit individuel à la formation
- Pérenniser et stabiliser le financement des associations

Handicap

- ETA : octroyer plus d'avantages et interroger la concurrence avec les prisons
- Sanctionner en cas de non-respect des quotas dans le secteur public (et ouvrir le débat pour le secteur privé)
- Renforcer l'accompagnement

Régularisation des sans-papiers

- Régulariser de manière personnalisée plutôt que collective (régularisation à l'emploi et pour l'emploi)
- Diminuer le délai de traitement des dossiers
- Favorable à l'octroi de permis unique
- Accès formation : oui, s'il reste de la place pour les personnes qui ont déjà le droit au travail

Chômage

- Limiter les allocations de chômage à 2 ans
- Après les 2 ans : ouvrir un droit à l'emploi*
- Allocations de chômage : 75-80% du dernier revenu sans dégressivité
- Passer le RIS (CPAS) aux mains du fédéral
- Cumul des jours : doivent y réfléchir

DIGITALISATION

Principes

- Le numérique (et addiction) est un problème de santé publique*

Propositions

- Créer un pass numérique belge : accès internet à tous + logiciels Open source + se Former pour permettre de développer ses compétences numériques + différencier les prix chez les fournisseurs selon les revenus
- Créer des espaces de discussion pour les citoyens
- Label anysurfer : sera rajouté à leur programme

LOGEMENT/CLIMAT

- Crise du logement : demandes > offres
- Supprimer le statut de cohabitant ; les contrôles = argent gaspillé
- Soutenir l'accès à la première propriété (choix fiscal) ; pas de taxes sur le 1er logement
- Mettre en place un fonctionnement sans avance pour propriétaire unique
- Mettre en place des facilitateurs pour rénover les co-propriétés
- Simplifier et raccourcir les temps d'attente des dispositifs de soutien à la rénovation et l'isolation.
- Aider les sociétés de logements à devenir propriétaires (déjà dans le plan de relance actuel)
- Avoir un logement de qualité est un droit

ALIMENTATION

Sécurité sociale

- Ne connaissent pas la proposition d'en faire une branche de la sécurité sociale

Propositions

- Supprimer la TVA sur les fruits et légumes
- Redistribuer des surplus de production agricoles vers les familles précarisées (mamans solos)

Repas gratuits à l'école

- Oui en ajoutant qu'ils doivent être de qualité, bio et provenant des circuits courts
- Mise en place de cours de cuisine à l'école

SANS-ABRISME

- Priorité : lutter contre les problèmes de santé mentale*
- Augmenter les moyens des associations pour l'accompagnement
- Mettre aux mains des bourgmestres les moyens pour la garantie d'une cohabitation entre les personnes sans-abris, les personnes qui mendient et les autres (car agressivité et assuétudes)*
- Sanctionner les villes qui n'ont pas d'abri de nuit (>50.000 habitants et souhait de diminuer à 30.000 habitants)

POLITIQUES PUNITIVES

Principes

- Faire confiance à priori, la logique doit être d'encourager, de soutenir et d'inciter
- Automatiser les droits sociaux

Statut de cohabitant

- Suppression du statut*

DROITS PARENTS

Les mesures principales

- Créer un statut de famille monoparentale au même titre que celui de famille nombreuse
- Renforcer/automatiser l'aide au SECAL (pensions alimentaires)*
- Mettre la priorité aux familles monoparentales pour l'accès au logement
- Fiscalité : augmenter le poids des enfants

FISCALITE

Principes

- Réforme indispensable, sans cela aucun changement n'est possible
- Réduire la fiscalité sur le premier achat immobilier
- Taxer les revenus qui ne sont pas taxés aujourd'hui ou insuffisamment (ex : plus-values sur actions)
- Globaliser les revenus * avec une vraie proportionnalité de l'impôt
- Lutter contre l'évasion fiscale
- Supprimer les niches fiscales*
- Supprimer les avantages de taux à des gérants de société par ex.
- Diminuer les cotisations patronales pour les travailleurs en fin de carrière qui transmettent leurs savoirs dans l'entreprise

Réaffectation

- Politiques publiques
- Permettre d'avoir un travail et des revenus décents

OUI/NON

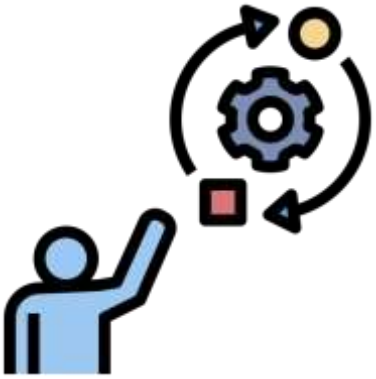
Pas eu le temps

AUTRES

Place du secteur associatif

- Défend la charte associative
- Valoriser les associations et les laissant autonomes dans leur actions

Quelques notes explicatives sur la position des Engagés*



Emploi de qualité :

- Effet d'aubaine : il y a des systèmes abusifs : on engage tant qu'on a le subside et puis on met la personne dehors. Mais certains patrons font quand même tout pour garder les « bons travailleurs ». Aujourd'hui, il faut que les travailleurs aient envie de travailler et que les employeurs aient envie de former (l'expérience, le vécu est important).

90% des entreprises ont moins de 10 travailleurs. Il faut donc des traitements différents selon la taille de l'entreprise.

Rêve : ne plus avoir besoin des subsides et avoir un droit individuel à la formation (certificat pour tout le parcours).

Emploi/régularisation des sans-papiers : aujourd'hui la politique de migration est indigne. La loi doit être plus transparente. Les personnes sont déjà sur le territoire et il y a de nombreux métiers en pénurie.

Chômage

- Droit à l'emploi : si après 2 ans, la personne n'a pas retrouvé d'emploi alors c'est l'Etat qui doit se charger de lui en trouver un. Cet emploi peut être public, dans une asbl, dans le privé, etc. Le délai des 2 ans peut être augmenté à 5 ans dans le cas où la personne reprend une formation/des études pour se réorienter professionnellement, vers un métier en pénurie ou non.

  Aujourd'hui, les travailleurs sont de plus en plus furieux de constater qu'il y a beaucoup de personnes qui ne travaillent pas -> menace la cohésion sociale.

Digitalisation

- Problème de santé publique : les jeunes et la société vont mal, il y a un réel problème de santé mentale. La Chine, l'Irlande, les USA se penchent de plus en plus sur cette question. L'Espagne a vu se créer un groupe de parents qui s'insurge contre les écrans. Il y a un rétropédalage mondial.

Sans-abrisme

- Les personnes qui sont à la rue ont un parcours de vie difficile et souvent vient s'y ajouter de l'assuétude. Ce qui pose problème c'est la cohabitation en raison de l'agressivité de certains sans-abris et/ou mendiants. Il est prioritaire de mettre des moyens pour lutter contre les problèmes de santé mentale de ces personnes. La santé mentale, c'est la vraie crise sanitaire actuelle en Belgique.

Politiques punitives

- Statut cohabitant : gaspillage d'argent pour le contrôle.
- CPAS : ils sont aussi sous pression, mais l'accompagnement reste humain avec beaucoup de respect. Le problème ce sont les règles qu'ils doivent appliquer comme le statut de cohabitant.

Droits des parents

- SECAL: c'est un service de créances alimentaires : quand un parent ne paie pas sa pension alimentaire, alors le SECAL réclame la pension alimentaire et peut verser des avances. La proposition est que toutes les pensions alimentaires passent par le SECAL et soient donc prélevées directement du salaire du parent.

Fiscalité

- Globalisation des revenus : aujourd'hui, la taxation dépend principalement des revenus issus du travail, d'autres apports financiers ne sont pas considérés comme les actions, certaines

rentes immobilières, etc. L'idée dans la globalisation des revenus est que l'ensemble de ces revenus soient regroupés et que la taxe finale dépende du montant total de ceux-ci.

- Niche fiscale : ce sont des avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les contribuables pour diminuer le montant de leur impôt, dès lors qu'ils remplissent certaines conditions (ex : voiture de société).

Représentant :

François De Smet

ACCES A L'EMPLOI

Emplois de qualité

- Investir dans la formation des langues et du numérique
- Soutenir l'entrepreneuriat en l'intégrant dans les matières scolaires et en réduisant l'administratif

Handicap

- Renforcer les incitants à engager des personnes en situation de handicap : primes, abattement fiscal
- Contraindre les employeurs publics à respecter les quotas et ouvrir vers le privé

Régularisation des sans-papiers

- Voter une loi pour définir des critères précis*
- Créer une commission permanente pour une régularisation au cas par cas
- Réduire le délai pour obtenir le permis de travail quand on est demandeur d'asile
- Laisser au fédéral la compétence de l'octroi du permis unique*
- Régularisation et permis unique pour les sans-papiers qui peuvent travailler dans les métiers en pénurie

Chômage

- Contre la limitation à 2 ans des droits de chômage
- Mettre une contrainte sur la formation plutôt que sur la recherche d'emploi*

DIGITALISATION

Principes

- Le numérique est un outil qui peut être positif s'il est bien utilisé

Propositions

- Cadrer ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire (Ordonnance Bruxelles-numérique)
- Contraindre les administrations publiques à avoir des guichets humains ou un call center de qualité (à étendre au privé)
- Vérifier davantage l'accessibilité des sites internet

LOGEMENT/CLIMAT

- Verser les primes de rénovation avant les travaux (et pas après)
- Octroyer des prêts à 0%
- Déduire fiscalement les rénovations pour les propriétaires
- Revoir le PEB
- Permettre à tous d'isoler la maison, de mettre une pompe à chaleur et des panneaux photovoltaïques
- Convaincre davantage de propriétaires d'avoir recours aux AIS (actuellement les conditions sont trop restrictives)

DéFI

ALIMENTATION

Sécurité sociale

- En faveur d'une branche de la sécurité sociale dédiée à l'alimentation sous la logique d'une assurance – mutuelle
- Le fédéral doit prendre cela en charge (tout comme les allocations familiales)

Proposition

- Favorable à une taxe selon l'empreinte carbone
- Pas d'accord sur une taxe à 0% sur certains aliments

Repas gratuits à l'école

- Oui

SANS-ABRISME

- Constat : il y a des choses qui existent mais on n'y arrive pas. Le politique n'est pas suffisamment expert, il y a le besoin de l'expertise des acteurs de terrain
- Donner un toit ne suffit pas, il faut mettre des moyens pour l'accompagnement
- Travailler sur l'aspect préventif

POLITIQUES PUNITIVES

Principes

- Dans tout système, il faut des éléments de contrainte
- Mettre la contrainte au bon endroit (voir chômage)

Statut de cohabitant

- Pour la suppression de ce statut (individualisation des droits sociaux)

DROITS PARENTS

Les mesures principales

- Renforcer l'accès aux crèches pour les parents qui travaillent et ceux qui cherchent un emploi
- Supprimer le statut de cohabitant légal
- Offrir des repas gratuit dans toutes les écoles
- Augmenter les allocations familiales
- Renforcer les remboursements pour la santé des enfants

DéFI

FISCALITE

Principes

- Regrette que la réforme VIVALDI n'ait pas abouti
- Rendre la fiscalité moins opaque
- Passer à 6 tranches d'imposition*
- Ne pas taxer davantage l'immobilier mais permettre aux propriétaires bailleurs de déduire les travaux d'amélioration énergétique
- Faire disparaitre les niches fiscales*
- Taxer davantage les entreprises numériques car elles font diminuer le taux d'emploi
- Taxer plus le capital : comptes-titres, dividendes, etc.
- Globaliser les revenus*

Pension universelle

- Financer les pensions selon les années où la personne a travaillé
- Relever le seuil des pensions
- Capitaliser la pension de manière progressive*

OUI/NON

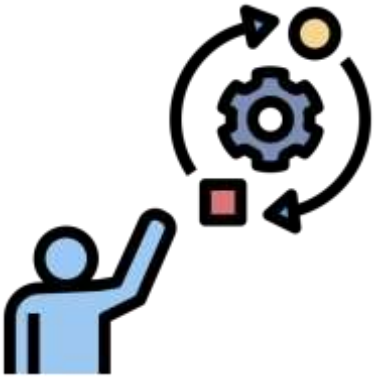
- Oui : supprimer statut de cohabitant et non-limitation du chômage à 2 ans
- Oui : imposer de mettre un plan de sortie de la pauvreté dans chaque gouvernement
- Oui : visiter les services de terrain
- Oui : un projet pour les prisons mis à l'agenda, sera dévoilé en janvier

AUTRES

Transports en commun

- Investir plus et mieux

Quelques notes explicatives sur la position de DEFI*



Emploi de qualité :

- Généralités : les emplois durables c'est un choix de société. Certaines aiment changer d'emplois mais plus les personnes sont fragiles, plus elles ont besoin d'emplois de qualité et durables.
Les nouvelles technologies fragilisent tout car ils détruisent des emplois.
- Entrepreneuriat : trop peu de jeunes ont le goût d'entreprendre, or il est essentiel pour l'économie de créer des emplois voire son propre emploi. Plus d'emplois privés permettra de remplir les caisses de l'Etat.

Emploi/régularisation des sans-papiers :

- Généralités : l'emploi appelle l'emploi, il n'y a pas de concurrence entre les sans-papiers et les demandeurs d'emplois. Le travail en noir créé une économie sous-terraine.
- Loi : le parti est le seul qui ait déposé une proposition de loi fédérale reprenant des critères définis et la création d'une commission permanente.
  - Fédéral : l'accès au territoire est une compétence du niveau fédéral et doit y rester. L'octroi du permis de travail dépend de cet accès au territoire. Il faut donc que le fédéral garde les deux compétences pour ne pas complexifier les démarches. La difficulté est que sur la question des sans-papiers, les visions sont très différentes entre Wallons et Flamands.

Chômage : les études montrent que la limitation à deux ans n'est pas positive.il faut inciter les personnes à se former et sanctionner si cela n'est pas respecté. Cela permet aux personnes de développer leurs compétences, leur projet pour se retrouver dans un emploi où elles sont heureuses (pas forcément métier en pénurie). Mais il faut garder des éléments de contrainte (bâton/carotte).

Alimentation

- Taxe : diminuer la taxe à 0% sur les fruits et légumes revient à créer une niche fiscale (donc discussion non aboutie). Réflexions autour de la création d'une taxe selon l'émission de carbone.

Fiscalité

- Tranches d'imposition : penser bas salaires mais aussi les moyens salaires (souvent oubliés).
- Globalisation des revenus : aujourd'hui, la taxation dépend principalement des revenus issus du travail, d'autres apports financiers ne sont pas considérés comme les actions, certaines rentes immobilières, etc. L'idée dans la globalisation des revenus est que l'ensemble de ces revenus soient regroupés et que la taxe finale dépende du montant total de ceux-ci.
- Pension universelle : la réforme des pensions parie sur la croissance mais c'est risqué. La répartition fonctionne à flux tendu. Aujourd'hui, chaque actif capitalise pour les pensionnés actuels (premier pilier) et éventuellement pour lui-même via une épargne pension par exemple (deuxième pilier). La proposition est que le premier pilier fonctionne sur le même principe que le second pilier : chacun capitalise pour lui-même.
- Niche fiscale : ce sont des avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les contribuables pour diminuer le montant de leur impôt, dès lors qu'ils remplissent certaines conditions (ex : voiture de société). La difficulté est que tout le monde bénéficie de niches fiscales.

Représentante :

Christie Morreale

ACCES A L'EMPLOI

Emplois de qualité*

- Permettre la suspension de la recherche d'emploi afin d'agir sur les autres difficultés (santé, logement, garde des enfants etc.) avant de chercher un emploi
- Lutter contre les effets d'aubaine des aides à l'emploi* en imposant des durées minimales de contrat (ex : impulsion 55+, tremplin).
- Miser sur les emplois dans l'économie sociale (plus durables, non délocalisables)
- Miser sur les territoires zéro chômeur

Handicap

- En 2024 : rencontre européenne sur l'économie sociale
- Faire changer la directive européenne pour la concurrence au niveau des ETA
- Imposer et obliger le respect des quotas des PSH engagées
- PS a déjà œuvré pour la mise en place de jobcoachs

Régularisation des sans-papiers

- Difficulté car pour obtenir un permis de travail, il faut faire une demande préalable dans le pays d'origine*
- Les métiers en pénurie sont une porte d'entrée facile
- Favorable au permis unique pour les métiers en pénurie
- Ouvrir les formations du FOREM qui ne sont pas remplies aux sans-papiers

Chômage

- Contre la limitation (échec politique)
- Faire comprendre que le FOREM accompagne et ne contrôle pas

DIGITALISATION

- Tout n'est pas binaire, mais le problème est que le numérique fait basculer des personnes
- Accepter que certains n'auront jamais les capacités
- Ce qui est central : avoir un contact humain même pour les personnes qui ont les capacités
- Travaille avec Lire et Ecrire, le FOREM et le RWLP sur la plateforme du FOREM.

LOGEMENT/CLIMAT

- Simplifier les démarches administratives pour obtenir des aides
- Réguler davantage les loyers, notamment pour les logements passoires
- Aider les propriétaires à rénover (être positifs)
- Soutenir d'avantage les IDESS* pour que les travaux soient réalisés en fonction des revenus des personnes

PS

ALIMENTATION

Repas gratuits à l'école

- Oui car c'est un gain à long terme*
- Mis en place le financement des plateformes de ceinture alimentaire (aide aux maraichers pour avoir un minimum de contrats et mise en place de stagiaires) : distribution des repas dans les écoles, les crèches, les maisons de repos, etc.

SANS-ABRISME

- Constat : problématique multifactorielle (assuétude, santé mentale, prison, parcours difficiles, etc.)
- Mise en place de territoire zéro sans abrisme (plus d'accueil d'urgence et de stabilisation par l'accompagnement)
- Travailler au niveau européen : investissement dans la santé déduit de la dette nationale.
- Agir sur l'individualisation des droits
- Miser sur les habitats protégés (santé mentale et sans-abrisme)

POLITIQUES PUNITIVES

- Croit aux renforcements positifs, à l'accompagnement, remobiliser les personnes (une personne heureuse est une personne qui donne le meilleur d'elle-même)
- Il faut des droits et des devoirs mais il faut miser sur l'humain

Statut de cohabitant

- Contre le statut
- Lier les aides selon la situation financière des personnes

DROITS PARENTS

Les mesures principales

- Répond en demandant d'aller voir ce que le parti a déjà fait et rappelle que le parti se base sur les recommandations du RWLP. Mais rappelle que la politique est un rapport de force entre les partis.

PS

FISCALITE

Principes

- La réforme fiscale est indispensable
- Baser le système de solidarité sur les revenus du capital* (alcool, tabac…) et plus ceux du travail.

Réaffectation

- Financement de la sécurité sociale

Pension universelle

- Rejoint la proposition de B. Colmant

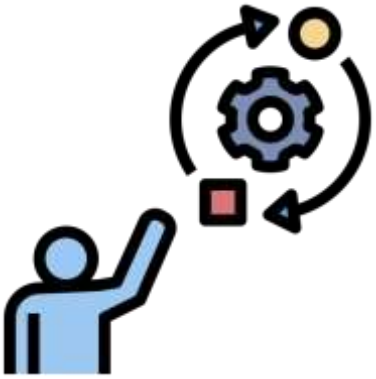
OUI/NON

Pas eu le temps

AUTRES

Pas d'application

Quelques notes explicatives sur la position du PS*



Emploi de qualité : Principes généraux

Le travail est le meilleur moyen pour l'émancipation sociale et la reconnaissance. C'est une fin en soi. Le RIS ou les allocations de remplacement ne suffisent pas toujours pour avoir une vie décente mais parfois on perd de l'argent en allant travailler (pièges à l'emploi). Mais pour garantir des emplois de qualité, il faut en amont travailler sur le financement de la sécurité sociale qui ne peut plus passer par le travail mais par les revenus du capital.

Effet d'aubaine : il y a des systèmes abusifs : on engage tant qu'on a le subside et puis on met la personne dehors. A la base, les syndicats avaient demandé de garantir 1 mois de contrat. Le PS a obtenu 2 mois (ce qui n'arrête pas le comptage pour les chômeurs « longue durée »).

Emploi/régularisation des sans-papiers : la difficulté est que la Région wallonne doit donner son avis sur un permis mais elle ne peut pas le faire sur base de la loi, il faut que les personnes demandent au préalable dans leur pays d'origine. C'est l'histoire de la société que d'avoir de l'immigration pour le travail, on ne peut pas fermer les yeux.

Transition logement/énergie

- IDESS : Une initiative de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale est une structure (ASBL, SFS ou CPAS) agréée afin d'offrir à des particuliers habitant en Région wallonne des services de proximité: petits travaux dans la maison, pour l'entretien des cours et jardins et des services destinés à un public précarisé : taxi social, buanderie sociale, magasin social.
- Grille des loyers : aujourd'hui, la grille est seulement indicative. L''indexation a été bloquée pendant 1 an et demi.

Alimentation

- Gain à long terme : le budget actuel ne permet pas de financer des repas gratuits à l'école mais il faut le voir comme un impact positif à long terme (meilleure scolarité, meilleure santé, …).

Fiscalité :

- Principes : la sécurité sociale a été inventée au moment où nous étions dans une société productiviste. Mais aujourd'hui, avec l'évolution industrielle, de moins en moins de travailleurs font de la production en tant que telle. Asseoir un système de fiscalité sur le travail entrainera d'office de l'austérité. Car malgré ce qui est mis place et les budgets qui augmentent, la précarité continue d'augmenter.